



SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON **Conseil Syndical du 17 décembre 2020**

Délibération n°: 39-2020

Objet : Modification du règlement intérieur du SMPBA

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;
Vu la loi n° 2008-351 du 16 avril 2008 relative à la journée de solidarité,
Vu la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique et l'article 47 qui abroge le fondement législatif du maintien des régimes dérogatoires mis en place avant la loi n°2001-2 du 3 janvier 2001 et modifie l'article 7-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984.
Vu le décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985 modifié relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux ;
Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.
Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat ;
Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;
Vu le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires ;
Vu le décret n° 2004-777 du 29 juillet 2004 relatif à la mise en œuvre du temps partiel dans la fonction publique territoriale ;
Vu le décret n° 2004-878 du 26 août 2004 relatif au compte épargne-temps dans la fonction publique territoriale modifié par le décret n° 2010-531 du 20 mai 2010 relatif au compte épargne temps dans la fonction publique territoriale ;
Vu le Décret n°2018-1305 du 27 décembre 2018 relatif à la conservation des droits à congés acquis au titre d'un compte-épargne temps en cas de mobilité des agents dans la fonction publique ;
Vu le décret n° 2020-524 du 05 mai 2020 modifiant le décret n° 2016-151 du 11 février 2016 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature ;
Vu le décret n°2020- 287 du 20 mars 2020 étend la possibilité pour les agents de bénéficier de plein droit, des droits épargnés sur un compte épargne-temps sans que les nécessités de service soient opposées, au retour d'un congé de proche aidant, d'un congé de solidarité et d'un congé d'accueil de l'enfant ;
Vu l'arrêté du 27 novembre 2008 fixant les modalités de mise en œuvre de la journée de solidarité pour certains personnels administratifs, techniques, spécialisés et des systèmes

d'information et de communication du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales ;

Vu la Circulaire n° 1475 du 20 juillet 1982 relative aux autorisations d'absence pouvant être accordées au personnel de l'administration pour soigner un enfant malade ou pour en assurer momentanément la garde ;

Vu la circulaire du 21 mars 1996 relative aux congés de maternité et d'adoption et autorisations liées à la naissance pour les fonctionnaires de la fonction publique territoriale ;

Vu la circulaire du 7 mai 2008 relative à l'organisation de la journée de solidarité de la FPT.

Vu Circulaire ministérielle du 31 mars 2017 relative à l'application des règles en matière de temps de travail dans les trois versants de la fonction publique.

Vu la Circulaire n° 10-007135-D du 31 mai 2010 relative à la réforme du compte épargne temps dans la fonction publique territoriale,

Vu la Délibération n° 38-2017 du 8 décembre 2017 actant le projet de Règlement Intérieur ;

Vu la délibération n° 02-2018 du 16 janvier 2018 adoptant le Règlement Intérieur, suite au passage au CT du 13 décembre 2017 et son entrée en vigueur au 16 janvier 2018 ;

Vu la délibération n°20-2020 du 22 juillet 2020 modifiant le règlement intérieur suite à l'avis du comité Technique réuni en date du 20 avril 2020 ;

Vu l'avis favorable du Comité Technique réuni en date du 1^{er} décembre 2020.

Par délibération du 13 décembre 2018 le règlement intérieur avait été adopté par le Conseil Syndical du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon.

Depuis, la loi du 6 août 2019 impose aux collectivités d'adopter une base annuelle de 1607 heures de travail effectif. L'organisation et le rythme du temps de travail ainsi que les horaires et les absences diverses ont été réadaptés incluant également une réflexion sur le télétravail.

La présente délibération consiste donc à amender et approuver le Règlement Intérieur du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon joint en annexe.

Décision :

Le conseil syndical du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon réuni le 17 décembre 2020

Décide :

- De valider le nouveau règlement intérieur du SMPBA ci-annexé.
- D'autoriser le Président ou son représentant à signer tout document relatif à l'application de cette délibération ;

Fait et délibéré à Audenge, le 17 décembre 2020.

Le Président du Syndicat Mixte
des Ports du Bassin d'Arcachon


Jean TOUZEAU

Le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa réception par le représentant de l'État et sa publication.